



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23268
4 décembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 4 DECEMBRE 1991, ADRESSE AU SECRETAIRE
GENERAL PAR LE PRESIDENT EXECUTIF DE LA COMMISSION
SPECIALE CONSTITUEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL EN
APPLICATION DU PARAGRAPHE 9 b) i) DE LA RESOLUTION
687 (1991) DU CONSEIL DE SECURITE

J'ai l'honneur de rappeler le paragraphe 3 de la résolution 699 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 17 juin 1991, dans lequel le Secrétaire général est prié de présenter tous les six mois, à compter de la date d'adoption de la résolution, des rapports intérimaires sur l'application des dispositions de la section C de la résolution 687 (1991) touchant les armes de destruction massive de l'Iraq.

Vous vous souviendrez en outre que, le 25 octobre 1991, le premier rapport du Président exécutif de la Commission spéciale constituée par le Secrétaire général en application du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité a été distribué au Conseil de sécurité (S/23165) sur vos instructions. On y récapitulait toutes les activités entreprises jusqu'à la mi-octobre 1991 par la Commission spéciale et par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en application de la section C de la résolution 687 (1991). De plus, à la demande du Directeur général de l'AIEA, les rapports établis par les sept équipes d'inspection de l'Agence ont été distribués comme documents du Conseil de sécurité (S/22788, S/22837, S/22986 et Corr.1, S/23112, S/23122 et S/23215). Le rapport sur la huitième inspection menée par l'AIEA sera distribué dans le courant de décembre.

Pour donner effet aux dispositions du paragraphe 3 de la résolution 699 (1991) du Conseil de sécurité, je vous fais tenir ci-joint le texte d'un rapport intérimaire qui met à jour le premier rapport susvisé de la Commission spéciale.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le deuxième rapport ci-joint comme document du Conseil de sécurité.

Le Président exécutif de la
Commission spéciale

(Signé) Rolf EKEUS

Annexe

DEUXIEME RAPPORT DU PRESIDENT EXECUTIF DE LA COMMISSION SPECIALE CONSTITUEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 9 b) i) DE LA RESOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SECURITE

INTRODUCTION

1. Le présent rapport du Président exécutif de la Commission spéciale constituée par le Secrétaire général en application du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité rend compte des activités de la Commission durant la période allant du 15 octobre au 4 décembre 1991. Il ne porte que sur les activités opérationnelles et les questions s'y rattachant directement, car ce sont là les domaines qu'il y a lieu de mettre à jour si l'on veut donner, en rapprochant ce deuxième rapport du Président exécutif du premier (S/23165), une image complète de la création de la Commission spéciale et de son fonctionnement depuis l'adoption des résolutions 687 (1991) et 699 (1991) du Conseil de sécurité.

ATTITUDE DE L'IRAQ

2. Le premier rapport du Président exécutif contenait, en ses paragraphes 16 à 19, un compte rendu détaillé de l'attitude de l'Iraq. Au cours de la période considérée, celle-ci n'a pas changé. S'agissant des sites et activités qu'il avait lui-même déclarés et de la question de sa participation à la destruction des armes chimiques, l'Iraq a coopéré sur le terrain. En revanche, s'agissant des sites retenus par la Commission spéciale lorsque cette dernière et l'AIEA se fondent sur leurs propres sources d'information pour enquêter sur des activités prohibées qui seraient menées clandestinement, il a continué à ne pas coopérer et à faire de l'obstruction. Il n'y a donc à signaler aucun progrès qui dénoterait un changement d'attitude de l'Iraq en faveur d'une politique de franchise, de transparence et de coopération à tous les niveaux. Comme le Président exécutif le faisait observer dans son premier rapport, un tel revirement est probablement ce que l'Iraq pourrait faire de mieux pour permettre à la Commission spéciale et à l'AIEA de s'acquitter dûment et dans les meilleurs délais de leur mandat.

3. Durant la période considérée, la Commission spéciale a dû rester vigilante pour empêcher l'application de mesures envisagées par l'Iraq qui risquaient de porter atteinte aux facilités, privilèges et immunités de la Commission et de l'AIEA, s'agissant par exemple de l'entrée en Iraq et de la sortie d'Iraq de tout le matériel, toutes les matières et tous les autres articles requis pour procéder aux inspections et en analyser les résultats et prendre des photos aux sites inspectés. Jusqu'ici, la position ferme qu'ont prise la Commission et les inspecteurs principaux concernés semble avoir permis de sauvegarder les droits en cause.

4. En ce qui concerne le contrôle et la vérification continus de l'exécution par l'Iraq des dispositions des paragraphes 10 et 13 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, la Commission spéciale a reçu tout

récemment à New York des informations provenant d'Iraq qui, selon le Gouvernement, seraient "les informations requises en vertu de la résolution 687 (1991) qui relèvent du mandat de la Commission spéciale". La Commission n'est pas à même, jusqu'à ce que ces informations aient été traduites, de déterminer dans quelle mesure elles répondent aux prescriptions de fond des plans de contrôle et de vérification continus de la Commission spéciale et de l'AIEA (S/22871/Rev.1 et S/22872/Rev.1 et Corr.1), que le Conseil de sécurité a approuvés à l'unanimité dans sa résolution 715 (1991); la Commission fait toutefois observer que certaines conditions de procédure énoncées dans les plans quant aux délais impartis et aux langues dans lesquelles les informations doivent être présentées n'ont pas été respectées. Pour que la Commission et l'AIEA puissent s'acquitter de leurs fonctions de contrôle et de vérification continus, la Commission estime qu'il est extrêmement important que l'Iraq reconnaisse expressément les obligations qui lui incombent en vertu des deux plans et de la résolution 715 (1991) du Conseil de sécurité. Cette reconnaissance expresse fait toujours défaut.

QUESTIONS NUCLEAIRES

5. Depuis la sixième inspection nucléaire, dont les conclusions sont résumées dans le précédent rapport, deux autres inspections ont été effectuées (AIEA 7/CSNS 19 et AIEA 8/CSNS 22), l'une en octobre (du 11 au 22) et l'autre en novembre (du 11 au 18). Outre que du combustible non irradié a pu être enlevé d'Iraq, les équipes d'inspection se sont essentiellement employées à inspecter un certain nombre de sites liés a) au programme iraquien de conception et de mise au point des éléments non nucléaires d'une arme nucléaire, et b) à la fabrication de composants de centrifugeuses.

6. On remarquera que c'est à l'occasion de la septième équipe d'inspection nucléaire que l'Iraq a reconnu pour la première fois officiellement par écrit, encore que de manière incomplète, qu'il avait un programme d'armes nucléaires et ce, en ces termes :

"On a réalisé différentes activités de recherche et études du type relevant de ce que vous appelez la "production d'armes nucléaires" dans le dessein de définir les spécifications d'ordre pratique, technique et scientifique d'un programme de cette nature, pour le cas où une décision politique était prise en ce sens."

7. Après que la sixième équipe eut réuni une documentation copieuse et détaillée sur le programme d'armes nucléaires de l'Iraq, documentation qu'elle n'a pu sortir du pays qu'après avoir été détenue pendant quatre jours sur une aire de stationnement, l'Iraq a admis à la septième équipe d'inspection qu'il avait réalisé des activités de recherche et des études sur les armes nucléaires. Les septième et huitième équipes d'inspection ont en fait visité des installations bien précises dont on estimait qu'elles étaient directement liées aux essais et à la mise au point des explosifs détonants qui font partie du système d'implosion d'une arme nucléaire. Les caractéristiques de ces installations ont été jugées incompatibles avec les explications données par l'Iraq quant à leur but. En conséquence, la position de l'Iraq selon laquelle

il effectuait des études mais ne disposait pas d'un programme de mise au point d'armes nucléaires est en contradiction à la fois avec les documents et avec les résultats des inspections, qui font apparaître un vaste programme, bien financé, faisant appel à des installations très perfectionnées destinées à la mise au point d'armes nucléaires.

8. Pour ce qui est de la production de matières fissiles, des questions importantes qui ont été posées à l'Iraq demeurent sans réponse. Le gros du matériel de séparation électromagnétique des isotopes a certes été remis en vue d'être détruit, mais les collecteurs, sans l'analyse desquels il n'est pas possible de corroborer les affirmations iraqiennes selon lesquelles l'uranium n'était que faiblement enrichi, n'ont pas été présentés. Des incertitudes non négligeables subsistent aussi quant au programme de fabrication de centrifugeuses, l'Iraq ayant présenté certaines pièces et matières, mais pas toutes, et refusé de révéler ses sources d'approvisionnement en ce qui concerne des composantes et matières capitales. Les informations fournies par l'Iraq sont encore plus succinctes en ce qui concerne les efforts consacrés aux processus de diffusion et de séparation chimique. Tout ceci est d'autant plus troublant que les résultats préliminaires des analyses des échantillons prélevés à Al Tuwaitha et mentionnés dans le rapport de la septième inspection de l'AIEA (S/23215) prouvent que de l'uranium a été enrichi à 93 % en U-235. D'autres échantillons ont été prélevés par les septième et huitième équipes d'inspection. Un travail d'analyse et de nouvelles enquêtes s'imposent de toute évidence.

9. Le comportement récent de l'Iraq dans le domaine nucléaire est conforme, quoique sur un mode moins dramatique, à son comportement des six derniers mois : dissimulation de preuves qu'il procède à la séparation du plutonium, à l'enrichissement de l'uranium et à la mise au point d'armes nucléaires, refus d'admettre les équipes d'inspection sur certains sites ou de les laisser sortir d'autres sites et confiscation de documents saisis par les inspecteurs durant une inspection. Tout bien considéré, l'Iraq n'a pas été coopératif dans le domaine crucial des activités liées aux armes nucléaires, et la Commission spéciale et l'AIEA ne sont pas parvenues à instaurer la transparence recherchée.

ARMES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

10. Deux nouvelles inspections chimiques ont été effectuées depuis l'établissement du premier rapport : l'une, longue et détaillée, a été consacrée à l'Etablissement public d'Al Muthanna (7 octobre-8 novembre 1991) et l'autre a porté sur une série de sites déclarés de stockage de munitions chimiques (22 octobre-2 novembre 1991). Une troisième équipe d'inspection (17-30 novembre 1991), s'intéressant à la fois aux armes chimiques et aux armes biologiques, s'est rendue, très peu de temps après en avoir notifié les autorités iraqiennes, sur un certain nombre de sites retenus par la Commission spéciale comme pouvant présenter un intérêt du point de vue de ces deux types d'armes, et est retournée sur le premier site (Salman Pak).

11. L'inspection du complexe d'Al Muthanna, qui a été très fructueuse sur le plan technique (CSNU 17), a permis d'établir un inventaire complet et détaillé du site (installations, munitions, nature et état des produits, précurseurs et produits intermédiaires). Parmi les principales constatations, il faut signaler la découverte de petites quantités d'agents neurotoxiques - butylsarin sec., n-butylsarin et éthylsarin - encore que l'Iraq ait contesté l'identification de ces deux derniers agents. Les quantités découvertes sont quasiment négligeables du point de vue militaire mais leur importance réside dans le fait que l'Iraq a mené des recherches sur des agents neurotoxiques autres que ceux déclarés précédemment.

12. Si le gaz moutarde découvert à Al Muthanna était généralement de bonne qualité (le plus souvent concentré à 90 %), les agents neurotoxiques avaient subi une forte dégradation et leur concentration était très faible - en général inférieure à 10 % ou même, dans certains cas, à 1 %. Cette nouvelle donnée peut avoir une signification importante pour le choix du procédé qui permettra de détruire les agents neurotoxiques et pour les risques auxquels on risque d'être exposé ce faisant; ces deux aspects appellent un examen plus approfondi.

13. De façon générale, les résultats de l'inspection effectuée à Al Muthanna coïncidaient largement avec les déclarations de l'Iraq, encore que, dans le cas des fusées de 122 mm, on n'ait pas pu établir un inventaire précis et complet, les roquettes étant généralement en mauvais état et donc très dangereuses. On a jugé que la méthode la plus sûre était d'employer des explosifs pour les détruire car leur manipulation (ouverture et neutralisation) présentait un très grand danger.

14. L'inspection des autres sites de stockage déclarés (CSNU 20) s'est également déroulée de manière satisfaisante. Tous les sites déclarés - certains étaient situés loin de Bagdad, ce qui a nécessité l'emploi d'un hélicoptère de l'ONU - ont été inspectés, les munitions chimiques vérifiées, dénombrées et enregistrées; lorsque les munitions pouvaient être transportées sans danger jusqu'à Al Muthanna, on a donné à l'Iraq les instructions nécessaires à cet effet. A Al-Tuz, Khamisiyah et Muhammadiyat, on a découvert plusieurs stocks de munitions, qui comprenaient entre autres des roquettes de 122 mm, jugées trop dangereuses pour pouvoir être transportées et dont l'ouverture et la neutralisation présenteraient des risques considérables. Pour des raisons de sécurité, il a été recommandé de détruire ces matériels sur place au moyen d'explosifs. Dans certains cas, du fait des destructions considérables causées par les bombardements de la coalition, il n'a pas été possible d'inspecter et de dénombrer toutes les munitions; lorsque les dommages étaient moins importants, le nombre et le type des munitions inspectées correspondaient aux indications données par les Iraquiens.

15. La mission qui portait à la fois sur les armes chimiques et les armes biologiques (CSNU 21) - excepté la deuxième inspection effectuée à Salman Pak -, consistait essentiellement à inspecter avec un minimum de préavis les sites non déclarés retenus par la Commission spéciale; 13 sites ont ainsi été inspectés.

16. Cette inspection n'ayant été effectuée que très récemment, le rapport officiel complet n'est pas encore disponible. Les données recueillies sur le terrain montrent cependant qu'il n'y avait pas d'activités faisant intervenir des armes chimiques ou biologiques sur les sites désignés. Pendant l'inspection, une petite équipe auxiliaire a été envoyée à Al Muthanna pour assister à une expérience iraquienne réalisée sur un produit de simulation et qui visait à démontrer que l'usine pilote modifiée pouvait être utilisée pour des travaux exploratoires sur la destruction des agents neurotoxiques; les résultats ont été concluants.

17. Après l'établissement du premier rapport, une mission restreinte (quatre personnes) s'est rendue en Iraq, où elle a eu des entretiens techniques détaillés (11 au 15 novembre 1991) avec des homologues irakiens sur diverses questions liées à la destruction des armes et des agents chimiques, l'accent étant mis sur la participation directe de l'Iraq à ce processus et sur les problèmes de sécurité. Les questions débattues et sur lesquelles l'équipe de la Commission spéciale a formulé des recommandations comprenaient un plan iraquien pour la construction d'un incinérateur de gaz moutarde, la destruction des agents neurotoxiques par hydrolyse caustique, et l'ouverture et la neutralisation des munitions.

18. Une fois que toutes les données recueillies par la mission CSNU 17 à l'Etablissement public d'Al Muthanna auront été analysées - très prochainement -, la Commission spéciale aura une très bonne idée du principal site déclaré d'armes chimiques de l'Iraq. En outre, les consultations sur la destruction des armes et des agents chimiques ont permis d'améliorer considérablement la compréhension des aspects techniques par les deux parties, notamment des risques potentiels associés à certaines manipulations et des technologies susceptibles d'être utilisées pour les diverses opérations de destruction. On peut donc certainement s'attendre à ce que la phase de destruction commence au début de 1992.

MISSILES BALISTIQUES ET CANONS DE LONGUE PORTEE

19. En ce qui concerne les missiles balistiques, la Commission spéciale devrait achever deux autres inspections à la fin de 1991 (CSNU 23 et CSNU 24). D'après les toutes dernières données, les équipes d'inspection de la Commission spéciale ont supervisé à ce jour la destruction de 62 missiles balistiques, 18 aires de lancement fixes, 33 ogives, 127 supports, une quantité importante de combustible de fusée, un supercanon de 350 mm assemblé, des éléments de deux supercanons de 350 mm et de deux supercanons de 1 000 mm et une tonne de propergol pour ces supercanons.

20. Jusqu'à présent, les informations recueillies n'ont révélé aucune contradiction manifeste avec les données que l'Iraq a publiées le 5 juin 1991 sur la composition de ses forces balistiques. Néanmoins, le fait que ce pays ait continué à lancer des missiles balistiques pendant toute la durée de la guerre du Golfe et qu'il possédait toujours un certain nombre de missiles après le conflit, malgré les efforts intensifs qui - selon tous les témoignages officiels - ont été déployés par les forces coalisées pour les

localiser et les détruire, prouve qu'ils étaient relativement faciles à dissimuler, même en temps de guerre. Les équipes d'inspection de la Commission spéciale ont découvert des installations d'appui non déclarées et constaté que l'Iraq avait tenté de réutiliser des véhicules de transport de missiles qui avaient été précédemment détruits.

21. La Commission spéciale cherche à recueillir des informations complémentaires qui, une fois analysées, lui permettront peut-être de mieux appréhender la question dans son ensemble et de porter des jugements plus sûrs. Cependant, comme on l'avait indiqué dans le premier rapport, des questions importantes restent sans réponse, notamment celles de savoir si l'Iraq a toujours des missiles balistiques en sa possession et quels sont ses plans en ce qui concerne la production de missiles balistiques et les progrès enregistrés à cet égard. Les deux inspections qui ont été entreprises ce mois-ci devraient jeter un peu plus de lumière sur ces questions.

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

22. Les problèmes administratifs exposés aux paragraphes 25 à 31 du premier rapport restent sans solution, tout particulièrement celui du financement. La Commission spéciale note avec une très vive gratitude le versement de contributions volontaires additionnelles par le Koweït (1 million de dollars) et l'Arabie saoudite (1 730 000 dollars), qui lui ont permis de poursuivre ses activités durant la période considérée. Néanmoins, la pénurie de fonds immédiatement disponibles va devenir critique au début de l'année prochaine, surtout si la Commission spéciale et l'AIEA doivent poursuivre l'enlèvement très coûteux de combustible irradié.

OBSERVATIONS FINALES

23. Dans le précédent rapport, l'appui sans réserve du Conseil de sécurité, des gouvernements, du Secrétaire général et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies était reconnu d'une importance capitale pour l'exécution du mandat énoncé à la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Il continuera certainement d'en être ainsi quand la Commission spéciale et l'AIEA devront affronter les difficiles questions que soulèveront la destruction, l'enlèvement ou la neutralisation des armes de destruction massive de l'Iraq ainsi que de leurs centres de production et qu'il sera pleinement donné effet aux plans de contrôle et de vérification continus. L'expérience a montré que l'on ne peut obtenir de résultats qu'en prenant résolument position face aux défis que lance l'Iraq à la mise en oeuvre des divers aspects du mandat de la Commission spéciale et de l'AIEA. Ces prises de position énergiques ne peuvent se fonder que sur le soutien sans réserve de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble et des gouvernements de ses Etats Membres à la réalisation de tous les objectifs fondamentaux énoncés dans la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

